

COMPTE-RENDU DU SYMPOSIUM

*Quelles mesures solidaires pour l'emploi dans la Grande Région ?
Perspectives 2007-2013*

*Mögliche Solidarmaßnahmen zur Förderung der Beschäftigung in der
Großregion
Perspektiven 2007-2013*

29/06/07 - LUXEMBOURG

CHAMBRE DE COMMERCE (RUE ALCIDE GASPÉRI, 2981 LUXEMBOURG)

Organisé par :

La présidence du Xème Sommet des Exécutifs de la Grande Région
L'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi
Le Comité Economique et Social de la Grande Région

Avec le soutien du Fonds Européen de Développement Régional



Sommaire :

Compte-rendu du symposium	3
Recommandations adoptées	5
Documentation	
Programme du symposium	8
Liste des participants	10
Revue de presse	14

Compte-rendu du symposium

La Grande Région, qui unit au cœur de l'Europe la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Wallonie et la Rhénanie-Palatinat, fait face à d'importants défis économiques et démographiques auxquels elle doit pouvoir répondre efficacement afin de maintenir voire améliorer sa compétitivité dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.



Le symposium sur l'emploi dans la Grande Région, qui s'est tenu le vendredi 29 juin 2007 à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, a trouvé son essence dans la volonté de débattre de projets à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des travailleurs et citoyens de la Grande Région dans leur quotidien.

Inscrite dans la Déclaration commune du 9^{ème} Sommet de la Grande Région du 1^{er} juin 2006, reprise dans les priorités de la Présidence wallonne pour le 10^{ème} Sommet, l'organisation de ce symposium était l'occasion de donner un écho plus concret aux conclusions du diagnostic posé par l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (O.I.E.) au travers de sa triple étude « *Le marché du travail de la Grande Région à l'horizon 2020 : perspectives pour la Sarre, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat, le Luxembourg, la Wallonie et la Communauté germanophone de Belgique* » publiée aux éditions Bertelsmann¹. Un exemplaire de l'ouvrage a ainsi été remis à chaque participant du symposium.



Sur cette base, les participants au symposium étaient appelés à débattre des projets à mettre en œuvre dans trois secteurs essentiels pour les 170 000 travailleurs frontaliers de la Grande Région :

- Formations communes dans le domaine de l'emploi (avec une attention particulière à l'apprentissage de la langue du voisin et à l'interculturalité)

Champs d'action : développement des coopérations entre les établissements d'enseignement, les centres de formation et les entreprises, comparabilité interrégionale et reconnaissance des diplômes et des certificats, promotion de toutes les formes d'acquisition linguistique et d'études interculturelles.

¹ Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungstelle (IBA) / Observatoire Interrégional du marché de l'emploi (Hg.): *Der Arbeitsmarkt in der Großregion bis 2020. Le marché du travail de la GR à l'horizon 2020. Perspektiven für Saarland, Lothringen, Luxemburg, Rheinland-Pfalz, die Wallonie und die deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens / Perspectives pour la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Wallonie et la Communauté germanophone de Belgique*. Editions W. Bertelsmann, Bielefeld 2007, 472 pages, allemand/français, 24,90€

- Mobilité transfrontalière et transports publics

Deux volets : l'efficacité des transports en commun et la qualité des infrastructures de transport (réseaux routiers, ferroviaires, etc.) avec une priorité pour le premier thème.

- Accueil et intégration sociale des frontaliers

Champs d'action : mobilité transfrontalière, obstacles juridico-administratifs à la mobilité, renforcement des compétences linguistiques, renforcement de l'intégration hors entreprise, intégration des « frontaliers atypiques » sur le lieu d'habitation

Chaque atelier a ainsi dégagé des pistes d'actions prioritaires qui feront l'objet de **recommandations lors du prochain Sommet des Exécutifs de la Grande Région** qui se tiendra en janvier 2008.



Ces pistes d'action pourront contribuer concrètement à l'introduction de projets transfrontaliers qui pourraient bénéficier du soutien financier des programmes européens de l'Objectif 3, dans leur nouvelle programmation 2007-2013.

Ainsi, un regard attentif a notamment été porté sur le nouveau programme Objectif 3 Grande Région.

Celui-ci regroupe, dans un zonage redéfini, les 11 partenaires institutionnels de la Grande Région, à savoir :

- le Grand-duché de Luxembourg
- la Région wallonne
- la Communauté française de Belgique
- la Communauté germanophone de Belgique
- la Préfecture de Région Lorraine
- le Conseil Régional de Lorraine
- le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- le Conseil Général de la Moselle
- le Conseil Général de la Meuse
- le Land de Rhénanie-Palatinat
- le Land de Sarre

L'Objectif 3 Grande Région bénéficie d'une enveloppe budgétaire d'un montant total d'environ 212 millions d'euros afin de soutenir des projets de coopération interrégionale visant à promouvoir la coopération transfrontalière afin d'assurer le développement harmonieux des régions frontalières, en favorisant la cohésion économique et sociale.

Divisé en 3 axes (Economie, Espace, Hommes), il constitue une opportunité de financer tout projet visant à encourager l'innovation et le développement économique et par conséquent la création d'emploi de meilleure qualité, à améliorer l'offre et les structures de formation.



Recommandations adoptées

Au terme des débats de la journée qui ont rassemblé plus d'une centaine d'experts de la Grande Région (cf. liste des participants p. 10), les participants ont élaboré les pistes d'action suivantes :

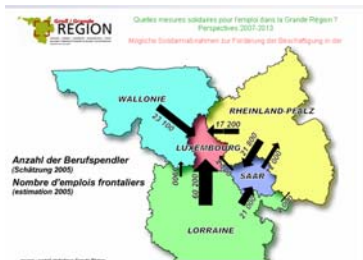


Formations communes dans le domaine de l'emploi

- 1) Mettre en place une **cellule opérationnelle de coordination interrégionale** chargée de répertorier et d'évaluer les coopérations, les structures et les bonnes pratiques existantes en matière de formation infra-universitaire (formation secondaire, professionnelle) et d'accueil des personnes avec un faible niveau ou sans qualification.
- 2) Réaliser un **inventaire, une cartographie et une comparaison des différents diplômes et certificats** non universitaires, et mener, dans un second temps, une analyse visant à promouvoir une **reconnaissance mutuelle** des diplômes et certificats concernés.
- 3) Mettre en place un **enseignement virtuel de la langue du voisin** (via le web) fondé sur la sensibilisation aux caractéristiques culturelles, sociales et économiques de la Grande Région. Cette formation serait accessible gratuitement au public de la Grande Région et aux extérieurs. Cette initiative suppose de mener une étude de faisabilité avant la concrétisation effective.
- 4) Renforcer sur les bandes frontalières la **capacité des formations initiale et continue transfrontalières** permettant d'améliorer l'intégration sur les marchés de l'emploi de la Grande Région.
- 5) Mettre sur pied un **Office Grande Région de la jeunesse** pour promouvoir la mobilité transfrontalière, l'accès à l'emploi et les compétences interculturelles.



Mobilité et transports en commun



1) Sur le court terme, la mise en place d'un **système électronique d'information sur les horaires et les tarifs pour la Grande Région**. Ce système doit intégrer tous les modes de transport, fournir des renseignements complets sur les tarifs et présenter au client la variante la moins onéreuse pour le trajet souhaité.

2) Afin d'optimiser l'offre de service et le système de transport collectif de la Grande Région, la réalisation **d'une étude de faisabilité** est indispensable.

Elle doit prendre en compte plusieurs éléments : diagnostic, traitement des questions d'ordre juridique, délimitation d'un territoire, établissement d'une structure tarifaire unique, adéquation offre/demande, structures de vote et de décision, reconnaissance mutuelle des titres de transport, répartition des produits et coûts, etc. L'objectif à terme est de déboucher sur une coopération institutionnalisée des exploitants de transports en commun. Celle-ci pourrait se cristalliser dans l'instauration d'une autorité unique à savoir une Communauté de transport pour la Grande Région.

Aufbau der Studie:	Structure de l'étude :
1. Bestandsaufnahme ÖPNV	1. Etat des lieux sur les transports en commun
- Welche Verbindungen, Fahrpläne / Takte, Tarife gibt es?	- Détermination des liaisons, horaires / cadences, tarifs actuels
- Aufzeigen der Schwachstellen	- Mise en évidence des faiblesses
- Handlungsbedarf wird transparent, um den ÖPNV zur attraktiven Alternative zu machen	- Transparence des actions nécessaires afin de présenter les transports en commun comme une alternative attractive
- Entwicklung der streckenbezogenen Nachfrage	- Adéquation offre/demande

Accueil et intégration sociale des frontaliers

1) Dresser un **inventaire des initiatives** permettant aux citoyens et travailleurs de la Grande Région de mieux s'intégrer sur leur lieu de travail et dans leur lieu de vie. Les bonnes pratiques permettant une coexistence harmonieuse entre les autochtones et les frontaliers « atypiques » – de plus en plus nombreux - méritent dans cette perspective une attention particulière.

2) **Amplifier et structurer l'offre de consultance**, en utilisant au mieux les TIC, afin de permettre aux frontaliers de s'informer de manière rapide et efficace et de résoudre plus facilement les problèmes inhérents à leur statut.



- 3) Mise en place d'une « **task force** » chargée d'**inventorier**, frontière par frontière, **les obstacles juridiques et administratifs que rencontrent les frontaliers**, de soumettre des pistes de solution aux autorités concernées et d'assurer le suivi de cette action.
- 4) **Promouvoir des initiatives transfrontalières de « clustering »** afin d'équilibrer davantage les flux transfrontaliers, actuellement très monocentriques.



Documentation

Programme du symposium

Liste des participants

Revue de presse

SYMPOSIUM

Quelles mesures solidaires pour l'emploi dans la Grande Région ? Perspectives 2007-2013

Organisé par la Présidence du Xème Sommet avec la collaboration de l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi et du Comité Economique et Social de la Grande Région

le vendredi 29 juin 2007

à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg
 rue Alcide de Gasperi 7, L-2981 Luxembourg-Kirchberg

PROGRAMME

- 9h45** Espace d'accueil Lobby
Accueil
- 10h** Salle plénière C1
Présentation des enjeux de la journée
 Bernard Caprassé, Gouverneur de la Province belge du Luxembourg
- 10h15** **Un programme pour la cohésion sociale dans la Grande Région**
 Jean-Pierre Robbeets, Inspecteur général au Ministère de la Région wallonne, chargé du Transfrontalier et de l'Interrégional européens
- 10h45** **Les enjeux transrégionaux de l'emploi**
 Daniel Defays, Administrateur général de l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique
- 11h15** Salles séparées
Trois ateliers pour des projets communs
- Atelier 1** *Formations communes*
- Président : Jean-Paul Duprez, Président du comité de pilotage de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi
 Rapporteur : Frédéric Chomard, Coordonnateur général de l'EURES Transfrontalier Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz

Atelier 2 *Mobilité transfrontalière et transports en commun*

Président : Eric Tschitschmann, Directeur régional et départemental de l'équipement de Lorraine et de la Moselle
Rapporteur : Hans-Hermann Kocks, Directeur général de la Chambre des Métiers de Trèves

Atelier 3 *Accueil et intégration sociale des frontaliers*

Président : Arthur Tibesar, Conseiller scientifique à la cellule Eures de l'ADEM (Administration de l'emploi du Grand-Duché de Luxembourg)
Rapporteur : Dr. Lothar Kuntz, INFO-Institut, Coordination de l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi

13h00 *Salle plénière – Espace d'accueil*
Lunch

14h30 *Salle plénière C1*
Rapport des travaux en ateliers
MM. Duprez / Chomard (atelier 1), Tschitschmann / Kocks (atelier 2), Tibesar / Kuntz (atelier 3)

15h15 **Débat général**

Adoption des recommandations au Sommet des Exécutifs de la Grande Région
Modérateur : Edouard Boumans, Président du Comité économique et social de la Grande Région

16h *Espace d'accueil Lobby*
Cocktail
Présentation à la presse de la publication de l'OIE et des recommandations du symposium

Avec le soutien du Fonds Européen de Développement Régional



29 / 06 / 07 Symposium
 Quelles mesures solidaires pour l'emploi dans la Grande Région ?
 Perspectives 2007-2013
 Mögliche Solidarmaßnahmen zur Förderung der Beschäftigung in der Großregion
 Perspektiven 2007-2013

Teilnehmerliste - Liste des participants

Nom / Name	Prénom / Vorname	Organisation	Region
Andrieu	Bruno	Cabinet du Gouverneur de la Province belge du Luxembourg	Wallonie
Auer	Nadège	Maison du Luxembourg	Lorraine
Bach	Georges	FCPT / Spyrolux	Luxembourg
Baily	Jocelyne	Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation du Luxembourg belge	Wallonie
Ball	Laurence	EuRegio SaarLorLux+	Luxembourg
Batyko	Brigitte	INFO-Institut	Saarland
Beck	Thomas	Conseil Général de la Moselle	Lorraine
Beissel	Simone	Vice-Présidente du Comité des Régions	Luxembourg
Belkacem	Rachid	IUT de Longwy	Lorraine
Bilocq	Marie-Claire	Université de Liège	Wallonie
Blond-Hanten	Carole	CEPS/INSTEAD	Luxembourg
Boumans	Edouard	Conseil Economique et Social de la Grande Région	Luxembourg
Bousch	Patrick	CEPS/INSTEAD	Luxembourg
Brizard	Nicolas	CRD EURES Lorraine	Lorraine
Broussan	Fanny	Présidence wallonne de la Grande Région	Wallonie
Calais	Gérard	Préfecture de la Région Lorraine – SESGAR	Lorraine
Caprasse	Bernard	Gouverneur de la Province du Luxembourg belge	Wallonie
Carpentier	Samuel	CEPS/INSTEAD	Luxembourg
Chaumont	Guy	Direction régionale AFPA Lorraine	Lorraine
Chomard	Frédéric	EURES Transfrontalier SLLRP	Saarland
Croisille	Catherine	CRD EURES Lorraine	Lorraine
Dancot	Marie-Claire	Ministère de la région Wallonne	Wallonie
David	Raymond	DRTEFP Lorraine	Lorraine
De Brier	Olivier	Cabinet du Gouverneur de la Province belge du Luxembourg	Wallonie
Defays	Daniel	Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et des Statistiques	Wallonie
Delory	Jean-Paul	Ministère de l'Equipement et des Transports de la Région Wallonne	Wallonie
Demortier	Henry	IDELUX	Wallonie
Dinhof	Robert	Mairie de Terville	Lorraine

Nom / Name	Prénom / Vorname	Organisation	Region
Dufays	Frédéric	Cabinet de la Ministre Marie-Dominique Simonet	Wallonie
Duprez	Jean-Paul	Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et des Statistiques	Wallonie
El Bahi Idrissi	Aïcha	Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation de Liège	Wallonie
El Ouni	Aida	Staatskanzlei Saarland	Saarland
Ewen	Adalbert	Christlicher Gewerkschaftsbund Deutschlands	Saarland
Folz	Hans-Rudolf	Christlicher Gewerkschaftsbund Deutschlands	Saarland
Gaté	Ludovic	IDELUX	Wallonie
Geib	Thomas	Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz	Rheinland-Pfalz
Gramegna	Pierre	Chambre de commerce	Luxembourg
Gruhlke-Geimer	Simone	Ministère de l'Egalité des chances du Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
Guarda-Rauchs	Alexandra	Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur du Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
Haendler	Hans	Interessengemeinschaft deutscher und belgischer Grenzgänger	Wallonie
Hasser	Colette	CRD EURES Lorraine	Lorraine
Jacquemart	Chantal	Observatoire de l'emploi/ORBEM	Wallonie
Jacquemet	Sylvie	Conseil Régional de Lorraine	Lorraine
Keßler	Ludwig	Verkehrsverbund Rhein Neckar	Rheinland-Pfalz
Kiffer	Marie	Mairie de Terville	Lorraine
Kiffer	Michel	Ministère des Transports - Inspection du travail - Transports Nancy	Lorraine
Kleefisch	Marcus	Industrie- und Handelskammer Trier	Rheinland-Pfalz
Kocks	Hans-Hermann	Handwerkskammer Trier	Rheinland-Pfalz
Kratz	René	Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications de Lorraine	Lorraine
Kreutz	Hans-Jürgen	Aufsichts- und Dienstleistungsdirektion Trier	Rheinland-Pfalz
Kuntz	Lothar	INFO-Institut	Saarland
Le Baron	Cathy	Université de Liège	Wallonie
Lebrun	Michel	Parlement wallon	Wallonie
Lequertier	Sophie	Cabinet de la Ministre-Présidente Marie Arena	Wallonie
Lerch	Wolfgang	Arbeitskammer des Saarlandes	Saarland
Lermusieux	Aline	Présidence wallonne de la Grande Région	Wallonie
Lorang	Emile	Secrétariat européen commun CGT-L/LCGB	Luxembourg
Lübbbers	Peter	Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz	Rheinland-Pfalz
Maierhofer	Joachim	Kreisverwaltung Trier-Saarburg	Rheinland-Pfalz
Matern	Michael	Europäische Akademie Otzenhausen	Saarland
Maurizi	Fabien	Agence Locale pour l'Emploi Longwy Villerupt	Lorraine
Michels	Cynthia	Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens	Wallonie
Mouissi	Sabrina	Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Arrondissement de Sedan	Autres régions
Muller	Etienne	Conseil Régional de Lorraine	Lorraine
Neiss	Martine	Institut National de la Statistique et des Études Économiques - Lorraine	Lorraine
Niedermeyer	Martin	Staatskanzlei des Saarlandes	Saarland

Nom / Name	Prénom / Vorname	Organisation	Region
Niessen	Hans	Task Force Grenzgänger Euregio-Maas-Rhein	Autres régions
Paradeis	Estelle	Ambassade de France au Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
Petit	Sébastien	Université de Paris 1	Autres régions
Pfahler	Klaus-Peter	Ministerium für Wirtschaft und Arbeit des Saarlandes	Saarland
Pfeiffer	Björn	Ministerium des Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens	Wallonie
Poekes	Manon	Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
Reding	Jean-Claude	Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg	Luxembourg
Robbeets	Jean-Pierre	Ministère de la Région Wallonne	Wallonie
Rogister	Jacques	Formation PME	Wallonie
Rommelfanger	Hubert	Kreisverwaltung Trier-Saarburg	Rheinland-Pfalz
Rössel	Arne	Industrie- und Handelskammer Trier	Rheinland-Pfalz
Schmitz	Daniel	Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Luxembourg	Luxembourg
Schneider	Karl	Statistisches Amt Saarland	Saarland
Schoeser	Jean-Paul	Agence Nationale pour l'Emploi - Espace Emploi International	Lorraine
Schommers	Norbert	Ministerium des Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens	Wallonie
Schröder	Bernd	Koordinierung europäischer Angelegenheiten	Saarland
Schwalbach	Matthias	Handwerkskammer Trier	Rheinland-Pfalz
Sinner	Jean-Claude	Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
Specht	Noémi	Agence Nationale pour l'Emploi - Direction Départementale Metz 3 Frontières	Lorraine
Steiwer	Guy	Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Luxembourg	Luxembourg
Stephenne	Corinne	Institut de Formation pour les indépendants et les petites et moyennes entreprises	Wallonie
Stoll	Jean-Marie	Direction Régionale de l'Equipement	Lorraine
Süss	Christina	Conseil Economique et Social de la Grande Région	Luxembourg
Thelen	Carlo	Chambre de commerce	Luxembourg
Thil	Pascal	Agence Nationale pour l'Emploi - Lorraine	Lorraine
Tibesar	Arthur	Cellule EURES de l'ADEM	Luxembourg
Tran	Doan	Conseil Régional de Lorraine	Lorraine
Trenz	Peter	Christlicher Gewerkschaftsbund Deutschlands	Saarland
Tschitschmann	Eric	Direction régionale et départementale de l'équipement de Lorraine et de la Moselle	Lorraine
Waffelaert	Marijke	Ortis Luxembourg	Luxembourg
Wagener	Marco	Chambre du Travail	Luxembourg
Wagner	Pol	Institut Universitaire International Luxembourg	Luxembourg
Wojcik	Brigitte	Quattropole (Trier)	Rheinland-Pfalz
Zacharias	Guy	Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Luxembourg	Luxembourg
Zils	Véronique	Conseil Régional de Lorraine	Lorraine
Zinnen	Edmond	Lëtzebuenger Chrëschtliche Gewerkschafts-Bond	Luxembourg

La Grande Région en 2013

À l'horizon 2013, la Grande Région connaîtra de profondes mutations économiques. Coup d'œil sur la deuxième plus importante zone transfrontalière d'Europe.

La Grande Région présidée par la Wallonie et les communautés françaises et germanophones de Belgique s'est réunie, vendredi, à Luxembourg, pour réfléchir aux mesures concrètes à prendre pour l'emploi à l'horizon 2013.

L'emploi dans la Grande Région va connaître, dans les prochaines décennies, de profondes mutations qui vont modifier le paysage économique que la présidence de la Grande Région entend anticiper pour mieux relever le défi.

Actuellement, le pôle d'attraction majeur de la Grande Région est le Luxembourg qui monopolise plus de 123 000 des 160 000 frontaliers qui vont chaque jour travailler dans un pays voisin du leur.

Parallèlement à ce phénomène, l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi a constaté une diminution du nombre de frontaliers français qui vont travailler en Sarre. Parmi les problèmes les plus immédiats posés par le phénomène, l'asphyxie des transports est le plus visible.

Un déficit démographique

Mais un autre problème larvé va se poser à la Grande Région dans les dix années à venir.

En matière de démographie, la Grande Région n'échappe pas au phénomène de vieillissement de la population qui touche toute l'Europe. Le nombre d'actifs et celui d'inactifs sont donc en train de se rapprocher inexorablement.

Les flux transfrontaliers devraient aussi connaître dans la prochaine décennie une croissance de 150% en provenance de Lorraine. La Grande Région va devoir aller chercher sa main-d'œuvre de plus en plus loin.

«Nous devons prendre des mesures concrètes pour prévenir ce changement en matière d'emploi dans la Grande Région», a souligné, vendredi, lors du symposium, Bernard Caprasse, gouverneur de la Province belge du Luxembourg. Il a insisté sur la nécessité de mieux faire reconnaître les diplômes d'un pays à l'autre. Selon Bernard Caprasse, il est essentiel qu'une voix et une seule, celle de la présidence de la Grande Région, parle pour prendre les décisions, pour ce faire, encore faut-il comprendre la langue de son voisin.

«Parmi les idées concrètes, nous pourrions imaginer de créer un site Internet d'apprentissage du français et de l'allemand basé sur des données économiques et culturelles de la Grande Région», a-t-il proposé. Gérer la diversité des systèmes fiscaux et sociaux ou encore favoriser le bilinguisme dans les offres d'emploi sont d'autres idées qui ont été évoquées, vendredi, pour améliorer



Jean-Paul Duprez, président du comité de pilotage de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi, a lancé les discussions sur l'emploi, vendredi, à la Chambre de commerce.

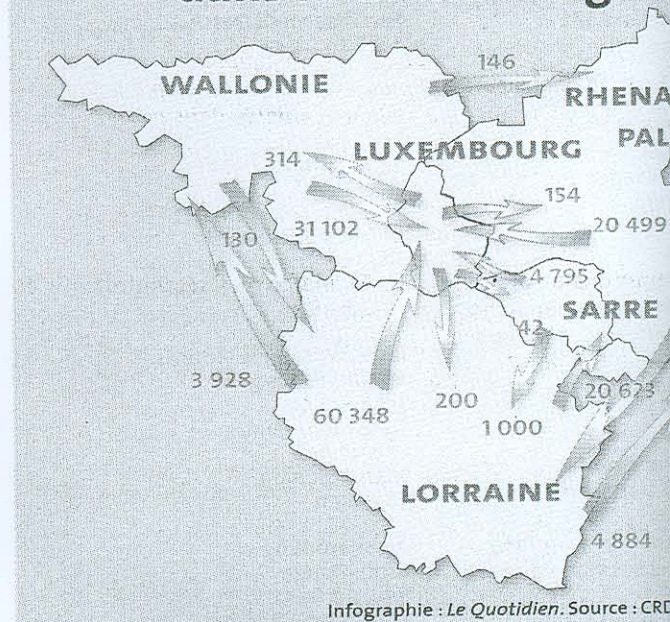
rer les conditions de travail des frontaliers. Les autorités de la Grande Région entendent aussi développer des formations interrégionales qui répondront spécifiquement aux besoins du marché du travail du futur pour éviter que le chômage domine dans certains domaines et que d'autres secteurs peinent à l'inverse à trouver des employés.

Aujourd'hui les services, la logistique et les transports sont devenus les nouveaux secteurs vedettes de l'emploi au détriment du secteur industriel en perte de vitesse. Mais demain, le marché de l'emploi sera encore différent. Selon le comité économique et social de la Grande Région, le secteur de la construction automobile et ses sous-traitants ainsi que le secteur des services aux personnes (favorisé par le vieillissement de la population) seront les secteurs phare de demain.

Delphine Dard

Quotidien 30106107 & 01107107

Le flux des travailleurs dans la Grande Région



Infographie : Le Quotidien. Source : CRE
Page 14 sur 18

Grande région Sarre-Lor-Lux

L'emploi dans le concret

- ▶ Les instances de la Grande région "Sarre-Lor-Lux" veulent renforcer le marché du travail transfrontalier.
- ▶ Elles proposent des pistes pragmatiques pour surmonter les obstacles.
- ▶ Avant un sommet de la Grande région le 10 juillet.

Le travail transfrontalier ne cesse de se développer et s'inscrit dans une réalité économique, sociale et culturelle qui n'a cure des frontières. La Grande région Sarre-Lor-Lux (qui regroupe la Sarre, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat, le Luxembourg, la Wallonie et la Communauté germanophone de Belgique) en est chaque jour l'illustration concrète et elle n'a d'ailleurs pas attendu la libre circulation des biens et des personnes pour prendre son essor.

Reste que l'emploi transfrontalier continue à être confronté à des difficultés parfois majeures – de la barrière des langues aux mécanismes administratifs et fiscaux – qui peuvent aller à l'encontre de cette croissance.

Propositions concrètes

Les diverses instances de la Grande région (celle-ci dispose, en effet, d'institutions propres) l'ont bien compris et entendent surmonter ces obstacles. Ceci de la manière la plus pragmatique possible et en étant le plus proche des attentes des citoyens. D'où le symposium organisé vendredi dernier à Luxembourg, sur le thème : "Quelles mesures solitaires pour l'emploi dans la Grande région? Perspectives 2007-2013".

Une réunion qui a débouché sur des propositions très précises, réparties en trois thèmes (formation, transport, intégration sociale) qui s'inscrivent dans le vécu quotidien des travailleurs transfrontaliers.

L'un des principaux freins à l'emploi réside sans aucun doute dans la diversité des formations et diplômes face aux exigences légales et aux attentes des employeurs.

Face à cela, cinq mesures sont proposées qui vont du répertoire des coopérations existantes dans la formation secondaire et professionnelle à la mise sur pied d'un office favorisant la mobilité et l'emploi transfrontaliers pour la jeunesse, en passant par un inventaire des différents diplômes pour leur reconnaissance mutuelle ainsi que par le renforce-

ment, sur les bandes frontalières, de l'offre de formation initiale et continue. La mesure essentielle est celle de la création d'un enseignement sur Internet et gratuit du français et de l'allemand, enseignement qui se fonderait sur les caractéristiques socioéconomiques et culturelles de la Grande région.

L'urgence n'est pas moins grande côté transports. Les bouchons qui engluent les voies d'accès au Luxembourg, notamment, en sont l'illustration chaque jour plus criante et coûteuse à la société. Là, un système électronique d'information sur les horaires et les tarifs pour la Grande

région pourrait facilement être créé. Mais, surtout, une étude de faisabilité est indispensable pour organiser et optimiser l'offre de transport collectif en l'adaptant à la réalité du terrain.

Problèmes administratifs

D'autant que, même si des efforts sont faits, la coordination entre les divers décideurs et opérateurs reste pour le moment très insuffisante. Enfin, le thème "Accueil et intégration sociale des frontaliers" regroupe quatre propositions basées, pour le principal, sur les problèmes administratifs et sociaux souvent rencontrés par les frontaliers. Des

frontaliers dont certains viennent de plus en plus loin et sont du coup atypiques au sein même de la Grande région, ce qui implique une approche particulière. La proposition prioritaire vise – comme cela se fait déjà dans l'Euregio Meuse-Rhin – à répertorier par frontière toutes les difficultés sociales et fiscales en proposant des solutions. Il s'agira donc d'établir un timing qui doit s'inscrire dans la programmation européenne 2007-2013 et comporter une phase d'évaluation, pour rester dans le concret et la réponse aux attentes.

Marc Vandermeir

Les défis de 2020

Le contexte et les défis du marché de l'emploi pour la Grande Région sont connus: à l'horizon 2020, elle devra faire face à la diminution et au vieillissement de sa population active alors que le marché de l'emploi aura de nouveaux besoins.

MARC FASSONE

.....

Trois secteurs devraient émerger: celui de la construction automobile et de ses sous-traitants qui devrait employer 140.000 personnes; celui de la logistique et du transport; celui des services à la personne, notamment âgée.

Ce qui devrait contraindre les

pouvoirs publics à optimiser les conditions d'accueil et d'intégration dans et hors des lieux de travail des migrants. Mais également à réactiver les «réserves de population active» que représentent les jeunes, les femmes et les actifs plus âgés.

Enfin à proposer une politique de formation adéquate des jeunes et des actifs intégrant les aspects culturels et linguistiques propres à la Grande Région.

Une Grande Région marquée du sceau de la diversité des langues (trois) et des cultures (quatre systèmes d'éducation), et qui présente une proportion de résidents étrangers d'environ 10%. Une Grande Région également fortement interdépendante mais où l'on constate d'énormes disparités en terme de richesses, de population et d'occupation du sol.

C'est afin de débattre de projets

à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des travailleurs et citoyens de la Grande Région dans leur quotidien que le 9^e sommet de la Grande Région du 1^{er} juin 2006 a organisé le symposium «Quelles mesures solidaires pour l'emploi dans la Grande Région? Perspectives 2007-2013».

PISTES À EXPLORER

Il s'est basé sur le diagnostic posé par l'Observatoire interrégional de l'emploi (OIE) dans l'ouvrage *Le marché du travail de la Grande Région à l'horizon 2020*.

Les participants ont sélectionné trois axes de travail prioritaires: les formations communes dans le domaine de l'emploi; la mobilité transfrontalière et les transports en commun; l'accueil et l'intégration sociale des étrangers.

Dans chacun de ces trois domaines, des recommandations ont été formulées. Elles seront présentées au sommet de travail des exécutifs de la Grande Région qui se réunira à Eupen le mardi 10 juillet 2007.

Parmi elles, on peut relever la promotion après recensement de la reconnaissance mutuelle des diplômés et certificats.

On relève également la mise en place d'un enseignement de la langue du voisin via le web ou l'instauration d'un «Office Grande Région de la jeunesse» qui aurait pour mission de promouvoir la mobilité transfrontalière, l'accès à l'emploi et les compétences interculturelles ou encore l'instauration d'une «Communauté de transport pour la Grande Région» chargée d'optimiser l'offre de service et le système de transport collectif de celle-ci.

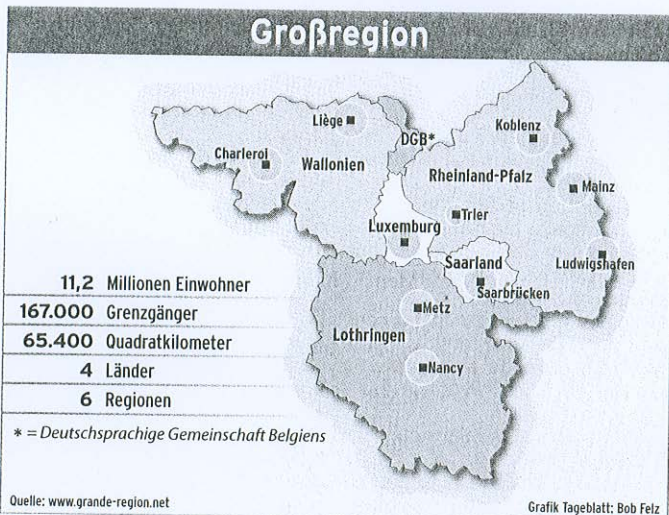
Vaste programme!

Beschäftigungsperspektiven 2020

Die Großregion, das sind heute 11,2 Millionen Einwohner, davon 4,5 Mio. Beschäftigte. Bis 2020 wird die Zahl der Beschäftigten zunehmen. Die Bevölkerung dagegen wird angesichts der aktuellen Demoskopie zurückgehen.

Diese Entwicklung stellt die Politik vor gewaltige Herausforderungen. Sie bedeutet nämlich, dass nicht nur das derzeitige Reservepotenzial (insbesondere Frauen und ältere Personen) verstärkt im Arbeitsprozess gehalten werden muss, sie bedeutet vor allem, dass die Pendlerströme deutlich zunehmen werden.

Das stellt vor allem die Kernregion Luxemburg vor ganz besondere Herausforderungen. Um Strategien, sich dieser Herausforderung zu stellen, ging es im Rahmen eines Symposiums gestern auf Kirchberg. Die rund 100 Vertreter wirtschaftlicher und sozialer Institutionen hielten gestern elf Resolutionen fest, die auf dem Arbeitsgipfel der Großregion am 10. Juli im belgischen Eupen den politisch Verantwortlichen aus den beteiligten Regionen unterbreitet werden. Um den wachsenden Pendlerströmen Rech-



Luxemburg und Saarbrücken sind die wichtigsten Beschäftigungspole im Zentrum der Großregion

nung zu tragen, wird kurzfristig die Einrichtung eines elektronischen Fahrplan- und Tarifinformationssystems für die Großregion gefordert. Langfristig soll daraus eine „Communauté des transports publics“ für die gesamte Großregion werden.

Eine der Resolutionen fordert auch, über eine zu schaffende Internetplattform die Sprache des Nachbarn lernen zu können. Dritter Schwerpunkt ist die Anerkennung von Kompetenzen sowie der Austausch von „best-practice“-Beispielen. Im.

Ideen für die Großregion

200 Millionen Euro EU-Förderung für sechs Jahre

Rund elf Millionen Menschen leben in der Großregion Saarland, Lothringen, Luxemburg, Wallonie und Rheinland-Pfalz. 170 000 Grenzgänger haben beim Nachbarn Arbeit gefunden. Und damit die Region weiter zusammenwächst, hat nun eine „Task Force“ ihre Arbeit aufgenommen.

Heribert Waschbüsch

Luxemburg. Unter der Federführung des Gouverneurs der belgischen Provinz Luxemburg, Bernard Caprasse, laufen die Vorbereitungen für den nächsten Gipfel der Großregion auf Hochtouren: Denn wenn sich im Herbst die Repräsentanten aus den vier Ländern an einen Tisch setzen, geht es um viel Geld. Im Finanzrahmen 2007 bis 2013 der Europäischen Union steht der Großregion ein spezielles Programm „für die territoriale Zusammenarbeit zur Verfügung, das mit mehr als 200 Millionen Euro ausgestattet ist“.

Drei Schwerpunkte als Richtlinien

In Luxemburg trafen sich nun rund 100 Vertreter, um Handlungsspielräume auszuloten und dem Gipfel entsprechende Vorschläge zu machen. Bernard Caprasse zeigte sich vom Erfolg des Symposiums erfreut: „Wir haben hier gute Arbeit geleistet und eine Reihe von Vorschlägen erarbeitet.“ Dabei wurden die Schwerpunkte „Gemeinsame Ausbildungen im Bereich Beschäftigungen“, „Grenzüberschreitende Mobilität und öffentliche Verkehrsmittel“ und „Aufnahme und soziale Integration der Grenzgänger“ beackert. Für Gouverneur Caprasse hat vor allem die Idee „eines virtuellen, interkulturellen, kostenlosen und für alle Bürger zugänglichen Bildungsangebots zum Erlernen der Sprache des Nachbarn“ viel

Charme. „Diese Form des E-Learnings soll entsprechend für

Kinder, Jugendliche und Erwachsene aufgearbeitet sein, so dass jeder nach seinem Kenntnisstand die andere Sprache erlernen kann“, hofft Caprasse. Wie alle anderen Vorschläge müssen die Ideen der Task-Force allerdings noch die Zustimmung bei den weiteren Gipfeltreffen finden.

Mit Blick auf den gemeinsamen Arbeitsmarkt empfiehlt die Kommission „den Aufbau von grenzüberschreitenden Plattformen, die die rechtlichen, administrativen, wirtschaftlichen und sozialen Hemmnisse zusammenträgt, analysiert und Lösungsvorschläge erarbeitet“.

Mehr Transparenz wünschen sich die Experten auch im Bereich Öffentlicher Verkehr. „Kurzfristig wünschen wir uns ein elektronisches Fahrplan- und Tarifinformationssystem für die Großregion“, sagt Bernard Caprasse. Dieses System sollte alle Arten von Verkehr berücksichtigen, umfassende Tarifauskünfte liefern und dem Kunden die preiswerteste Möglichkeit für den gewünschten Fahrweg aufzeigen.

Doch die Task-Force sieht dies erst als ersten Schritt an. „Mittel- und langfristig gibt es ehrgeizigere Pläne. Dreh- und Angelpunkt der Bestrebungen ist die Einrichtung einer gemeinsamen Struktur, also ein Verkehrsverbund für die Region“, sagt Gouverneur Bernard Caprasse.

◆ Die Grundlage für die Diskussion und die Ideen bildet die Bestandsaufnahme der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA): „Der Arbeitsmarkt in der Großregion bis 2020: Perspektiven für das Saarland, Lothringen, Rheinland-Pfalz, Luxemburg, Wallonie und die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens“. Die Publikation ist im Bertelsmann-Verlag erschienen. fan

Trierischer Volksfreund vom 02.07.2007